

## GOVERNANCE INCLUSIVE



Le Canada considère que la gouvernance inclusive est essentielle au développement durable à long terme. La gouvernance est dite « inclusive »

lorsqu'elle sert et mobilise efficacement toutes les personnes, en tenant compte du genre et d'autres facettes de l'identité personnelle.

Le Canada soutient des modèles de prestation innovants pour ses programmes de gouvernance inclusive. Ces modèles pourraient aider les décideurs à orienter les politiques et les services afin qu'elles profitent aux plus pauvres (p. ex., approches de financement fondées sur les revenus). Le Canada continuera à soutenir des approches multipartites de promotion des processus de gouvernance qui incluent tous les intervenants pertinents, en particulier ceux qui en sont traditionnellement exclus.

Par exemple, cette année, le Canada a rejoint le réseau d'action mondiale sur le handicap. Ce réseau multipartite défend l'inclusion des personnes handicapées dans le développement international et l'action humanitaire. Le Canada a également adhéré à la Charte pour l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire.

En 2017-2018, le Canada a investi 293 millions de dollars en initiatives dans le champ d'action de la gouvernance inclusive. Ces contributions ont notamment eu pour résultat :

- l'amélioration des capacités des gouvernements à faire respecter les droits de la personne;
- l'amélioration de la gestion des finances publiques et de la prestation de services;
- la réduction des obstacles à la participation égale et efficace des femmes à la vie politique;
- le renforcement des efforts de lutte contre la corruption et l'impunité.

Le Canada axe ses efforts de gouvernance inclusive sur

- la promotion et la protection des droits de la personne;
- l'amélioration de l'accès équitable à un système de justice fonctionnel;
- l'augmentation de la participation à la vie publique;
- la prestation de services publics qui fonctionnent pour tous.

## PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS DE LA PERSONNE

La réalisation des droits de la personne renforce le pouvoir et propulse les économies, formant l'assise du développement inclusif.

Le Canada a pour objectif de promouvoir et de protéger les droits de la personne, y compris les droits en ligne, en renforçant la capacité de tous les protagonistes de la société de revendiquer leurs droits et de demander réparation. Le Canada aide également les particuliers et les entités à honorer leurs obligations ou responsabilités de respecter, protéger, réaliser ou promouvoir les droits de la personne. Pour ce faire, il aide notamment les particuliers, la société civile, les gouvernements et le secteur privé à promouvoir et à protéger les droits de la personne pour les groupes les plus pauvres et les plus marginalisés, en particulier les femmes et les filles.

Avec le soutien du gouvernement du Canada, la Commission interaméricaine des droits de l'homme fait la promotion de la justice pour les femmes et les filles en Amérique latine et aux Caraïbes.

En 2017-2018, elle a formé 93 personnes (dont 73 femmes) aux normes juridiques régionales et universelles liées à la discrimination, à l'inégalité et à la violence à l'égard des femmes et des filles. Parmi elles, on comptait 63 représentantes de divers ordres du gouvernement responsables des droits des femmes et des filles. Trente personnes étaient issues d'organisations de la société civile, y compris des organisations de défense des droits des autochtones, des personnes LGBTQ2I, des enfants, des femmes et des personnes de souche africaine. En outre, la Commission a reçu un appui à 26 résolutions qu'elle avait publiées. Ces résolutions prévoyaient des mesures de précaution en cas de préjudice grave, imminent et irréparable pour les femmes et les filles.

Le Canada s'associe à la Royal Commonwealth Society pour promouvoir les droits humains, sociaux et économiques des personnes LGBTQ2I dans les pays du Commonwealth. Le projet vise à répertorier les types d'outils juridiques qui pourraient être utilisés pour aider les gouvernements du Commonwealth intéressés à réformer le statut juridique et à améliorer la vie des personnes LGBTQ2I. Cet objectif sera atteint grâce à la recherche, aux consultations d'experts et à l'engagement des intervenants. Le projet comprendra également des occasions de dialogue avec des représentants des pays membres du Commonwealth afin de partager les pratiques exemplaires et de discuter des domaines où les réformes sont possibles.

Le projet Établir un environnement favorable pour lutter contre la violence faite aux femmes et aux filles d'Oxfam Canada a terminé sa deuxième année en 2017-2018. À ce jour, il a touché plus de 119 187 personnes